REPRISE DE LA SÉANCE

La séance reprend à 8 heures.

L'Orateur suppléant (M. Blaker): Quand la séance a été suspendue à 6 heures, le député de Prince George-Peace River (M. Oberle) avait la parole.

M. Oberle: Monsieur l'Orateur, je vous remercie de m'avoir cédé la parole encore une fois et d'avoir prononcé correctement le nom de ma circonscription.

Avant la suspension de la séance pour le dîner, je parlais de la loi sur les prêts aux petites entreprises et je signalais pourquoi il est indispensable de temps à autre que le gouvernement adopte ces mesures afin de protéger certains secteurs économiques. Bien entendu, cette situation est attribuable au fait que le marché ne fonctionne plus comme auparavant. En somme, nous n'avons plus une économie de libre marché. Dans mon apport au débat sur le budget, j'ai montré pourquoi les outils et les instruments ordinaires et traditionnels que les gouvernements ainsi que les moniteurs et les planificateurs fiscaux utilisaient ne sont plus efficaces. Évidemment, la raison en est qu'il n'existe plus au Canada d'économie de libre marché au sens traditionnel du terme. Dans le secteur de la petite entreprise, la libre entreprise et la concurrence existent encore, mais la petite entreprise ou même le secteur privé dans son ensemble ne sont plus la principale force de l'économie. En fait, c'est maintenant l'État qui est le principal employeur—je suppose qu'il l'a toujours été—mais aussi le principal investisseur et la plus grande entreprise, non seulement dans le secteur des services publics, mais également dans plusieurs autres importants secteurs de notre économie. Bien sûr, le plus important est le secteur de l'énergie, mais il y a aussi les transports, les communications, et d'autres encore.

Comme il occupe une position aussi dominante dans l'économie, l'État n'est pas assujéti aux mêmes règles que le secteur privé. C'est pourquoi le bricolage traditionnel de la réglementation gouvernementale ne peut plus fonctionner. Le secteur privé a beau restreindre ses dépenses et l'expansion de l'économie, cela n'a pas tellement d'importance aussi longtemps que le gouvernement continue de dépenser comme si la fin du monde était imminente. Peu importe alors ce que nous ferions. C'est la cause principale des problèmes complexes de notre économie. Nous n'avons plus une économie de libre marché au Canada parce que le gouvernement a essayé de la contrôler.

Le ministre des Finances et les représentants du gouvernement sont toujours prêts à blâmer les autres pour les problèmes avec lesquels le secteur des petites entreprises et l'économie sont aux prises. Ils sont plutôt causés par les Américains et leur politique favorisant un taux d'inflation élevé, ou encore, nous dit-on depuis quelques semaines, par les banques. Le ministre des Finances et quelques-uns de ses collègues ont le culot de prendre la parole à la Chambre et de dire que les banques sont à la source des difficultés qu'éprouvent les petites entreprises, comme si les taux d'intérêt étaient établis par les banques. C'est le gouverneur de la Banque du Canada, M. Bouey qui établit les taux d'intérêt après avoir consulté le ministre. Nous nous plaignons tous, et surtout les députés néo-démocrates, du fait que les banques font des profits exorbitants.

● (2010)

M. Deans: En effet!

Prêts aux petites entreprises—Loi

M. Oberle: Mais si nous intervenons et disons aux banques quels taux d'intérêt demander, nous ne pouvons alors leur reprocher leurs bénéfices. Pas plus que nous ne pouvons reprocher aux sociétés pétrolières de vendre à profit un pétrole dont nous établissons le prix, sans le contrôler entièrement et sans frapper les profits d'un impôt. Pas que je préconise un impôt sur les super bénéfiques, mais, comme je l'ai signalé pendant le débat sur le budget, on ne peut être légèrement enceinte. Quand on commence à intervenir, on va jusqu'au bout ou alors on s'abstient de le faire. Ce n'est pas la faute des banques si elles font des bénéfices démesurés. C'est la faute du gouvernement et du gouverneur de la Banque du Canada, comme c'est aussi leur faute si les compagnies pétrolières font des bénéfices excessifs.

Il y a moyen de contourner les banques. Je l'ai déjà dit, je ne les ai jamais beaucoup aimées. Je les ai toujours devancées de trois ans dans mes affaires. Le petit entrepreneur a toujours ennuyé les banques parce que ses emprunts sont plus difficiles à administrer que ceux des grandes compagnies comme Massey-Ferguson et Chrysler. Les banques préféreraient de beaucoup concentrer leurs activités dans le secteur des grandes sociétés et ne pas avoir à se préoccuper des dirigeants de petites entreprises. De temps à autre, le gouvernement a été forcé d'intervenir pour encourager les banques ou leur faire concurrence, par le biais de la Banque fédérale de développement et de la Société du crédit agricole. En réalité, on a créé ces organismes pour faire concurrence aux banques et les forcer à offrir des conditions raisonnables.

Si nous voulions vraiment aider les petites entreprises, nous pourrions le faire. Comme on nous accuse toujours de ne jamais proposer aucune idée constructive, je voudrais en exposer une. C'est le député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie) qui, dans son budget, avait proposé le programme d'obligation pour l'expansion de la petite entreprise. Mon discours est peut-être trop pénétrant ou trop tranchant; on dirait que mes propos acides ont fait fondre le fil de mon microphone, car il semble que l'on ne m'entende plus. Quoi qu'il en soit, si nous voulions ardemment aider le secteur de la petite entreprise et forcer les banques à y voir, je sais ce que nous pourrions faire. J'ai posé la question au ministre des Finances il y a quelques jours à la Chambre. Je lui ai demandé s'il avait envisagé d'autoriser les investisseurs privés à injecter davantage d'argent dans le secteur hypothécaire, par le biais de la Bourse fédérale d'hypothèques, qui figure déjà aux statuts révisés, mais qui n'a jamais été instituée officiellement. Cela devrait débloquer des crédits à des taux d'intérêt acceptables et abordables. Tout ce que nous aurions à faire serait d'accorder aux investisseurs privés les mêmes avantages qu'aux banques. Nous pourrions les amener à encaisser leurs dépôts à terme et à acheter des hypothèques privées par l'intermédiaire de la société d'échange des hypothèques. Si nous accordions le même avantage aux investisseurs privés, l'intérêt produit par un tel investissement serait exempt d'impôt. Par exemple, placer son argent dans un dépôt à terme rapporte probablement aujourd'hui 15 ou 16 p. 100 d'intérêt. Ce n'est là qu'une hypothèse, car je n'ai pas vérifié la chose dernièrement. Si l'on achetait une obligation de la société d'échange des hypothèques à 11 p. 100 d'intérêt non imposable, on y gagnerait fort probablement. Ce serait là un meilleur investissement non seulement parce qu'il serait garanti par le gouvernement du Canada, mais parce qu'il